



20, rue de la Gazelle  
43000 Le Puy-en-Velay

# **UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43**

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 12 Bd Philippe Jourde 43000 LE PUY EN VELAY

SIREN : 779 145 770

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Puy-en-Velay, le 24 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars Entrepreneurs

Signé par :  
  
F9C2C41458974DE...

Aurélie CHEVALIER

Sénior manager

DocuSigned by:  
  
6CCE7CBEF5064B7...

Raphaëlle FAURE

Associée

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort / Prov	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Autres	118 427	110 424	8 003	5 449
Immobilisations Corporelles				
Terrains	25 620		25 620	25 620
Constructions	763 615	586 616	176 999	204 852
Autres	363 838	241 673	122 165	66 796
Immobilisations Financières				
Participations	15		15	15
Autres titres immobilisés	290 628		290 628	291 637
Prêts	16 009		16 009	18 520
Autres	11 095		11 095	8 595
TOTAL 1	1 589 248	938 713	650 535	621 484
Actif Circulant				
Sotcks et en cours			-	
Avances et acomptes versés sur commandes			-	
Créances			-	
Créances redevables usagers et comptes rattachés	320 060		320 060	116 606
Autres	42 399		42 399	43 944
Valeurs mobilières de placement			-	
Disponibilités	1 765 754		1 765 754	1 828 961
Charges constatées d'avance	19 308		19 308	7 523
TOTAL 3	2 147 520	-	2 147 520	1 997 034
TOTAL GENERAL	3 736 768	938 713	2 798 055	2 618 518

## UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	128 057	128 057
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires et réglementées		
Réserves réglementées	409 308	375 888
Autres réserves	766 072	719 757
Report à nouveau	- 20 973	- 22 427
Résultat de l'exercice		
Résultat de l'exercice	84 132	104 513
Résultats non affectés	59 939	16 417
Résultats sous contrôle tiers financeurs	- 64 683	- 44 485
Subventions d'investissement	16 583	3 431
Provisions réglementées	15 142	15 142
<b>TOTAL 1</b>	<b>1 393 577</b>	<b>1 296 294</b>
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	2 696	2 696
Provisions pour charges	335 291	335 291
<b>TOTAL 3</b>	<b>337 987</b>	<b>337 987</b>
Fonds dédiés	125 124	125 278
<b>TOTAL 4</b>	<b>125 124</b>	<b>125 278</b>
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 936
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 672	76 518
Dettes fiscales et sociales	508 618	540 869
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	288 698	201 259
Produits constatés d'avance	37 378	37 378
<b>TOTAL 5</b>	<b>941 367</b>	<b>858 960</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 798 055</b>	<b>2 618 518</b>

## UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Ventes de biens		
Ventes de services (divers)	34 620	40 119
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>34 620</b>	<b>40 119</b>
Dotations et produits de tarification	2 820 649	2 747 361
Subventions d'exploitation	520 693	532 118
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>3 341 342</b>	<b>3 279 478</b>
Reprises sur prov. & amort., Transf. De charge	1 942	7 055
Utilisation des fonds dédiés	36 734	28 802
Autres produits	56 216	36 981
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAL 1</b>	<b>3 470 854</b>	<b>3 392 435</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	533 505	499 449
impôts, taxes et versement assimilés	190 783	219 335
Salaires et traitements	1 857 494	1 750 566
Charges sociales	667 834	645 674
Dotations aux amortissements	59 920	71 187
Autres charges	25 702	25 780
Dotations aux provisions	-	11 701
Dotations en fonds dédiés	54 011	82 716
Aides financières		
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL 2</b>	<b>3 389 249</b>	<b>3 306 409</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>81 605</b>	<b>86 027</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation	-	-
Autres valeurs mobilières de placement	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	11 256	10 898
Reprises sur provisions et transferts de charge	-	-
Différence positives de change	-	-
Produits net sur cession VMP	-	-
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL 3</b>	<b>11 256</b>	<b>10 898</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amort., dépréciations et prov.	-	-
Intérêts et charges assimilées	13	226
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions des VMP	-	-
<b>CHARGES FINANCIERES TOTAL 4</b>	<b>13</b>	<b>226</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>11 243</b>	<b>10 672</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opération de gestion	-	5 900
Sur opération en capital	4 280	4 548
Reprises sur provisions et transfert de charge	-	-
Reprises de fonds dédiés	-	-
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL 5</b>	<b>4 280</b>	<b>10 448</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opération de gestion	10 836	529
Sur opération en capital	-	-
Dotations sur provisions et transfert de charge	-	-
Dotations en fonds dédiés	-	-
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL 6</b>	<b>10 836</b>	<b>529</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 6 556</b>	<b>9 919</b>
Impôts sur les bénéfices	2 160	2 104
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>3 486 389</b>	<b>3 413 781</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>3 402 257</b>	<b>3 309 267</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>84 132</b>	<b>104 513</b>
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Contributions produits	24 627	34 612
Contributions charges	24 627	34 612

# U.D.A.F. de la Haute-Loire

**ANNEXE**  
**aux COMPTES ANNUELS**  
**(Tous services confondus)**  
**arrêtés à la date du 31-12-2024**



## I. OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'Union Départementale des Associations Familiales de la Haute-Loire est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique. Elle a été créée le 20 novembre 1945, suite à une ordonnance du gouvernement provisoire. C'est un organisme semi-public qui représente officiellement l'ensemble des familles vivant en France, françaises et étrangères, auprès des pouvoirs publics.

L'UDAF c'est avant tout des bénévoles, des professionnels et des partenaires qui agissent ensemble pour représenter les familles. Ce pouvoir de représentation est traduit dans les quatre missions principales confiées aux UDAF :

- Désigner et proposer des représentants auprès des organismes départementaux ;
- Donner son avis aux pouvoirs publics ;
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
- Exercer au nom des familles toute action civile auprès des juridictions compétentes.

L'UDAF est aussi un réseau constitué de fédérations, de sections départementales et d'associations familiales qui ont leur siège dans le département.

Aujourd'hui, l'UDAF c'est 74 associations agréées et plus de 6 713 familles adhérentes.

## II. NATURE ET PERIMETRE DES MISSIONS REALISEES

Service protection juridique des majeurs (MJPM) :

Dans le cadre de sa mission de défense des intérêts de la famille, l'UDAF Haute-Loire assure la gestion des mesures de protection des majeurs, confiées par le Juge des Tutelles dans le respect de l'autonomie, des capacités, de l'intégrité et de la liberté de la personne accompagnée.

Pour mettre en œuvre la protection de la personne et/ou de ses biens, le pôle dispose des compétences pluridisciplinaires de mandataires judiciaires à la protection juridique, de délégués aux prestations familiales de formations diversifiées et complémentaires, de juristes, ainsi que des assistantes tutélaires et de secrétaires.

Le financement du service est obtenu en partie auprès des majeurs protégés qui participent à l'exercice de leur mesure et dans une plus grande proportion auprès de l'Etat, qui vient combler le financement, par le biais d'une dotation globale, et enfin de manière minime par le Conseil Départemental.

Service d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) :

La Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF) est une mesure inscrite dans le champ de l'assistance éducative, ordonnée par le Juge des Enfants. Elle est ordonnée quand les prestations sociales (allocations familiales, prestations d'accueil du jeune enfant, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, allocation de rentrée scolaire, bourses d'étude, aides financières de l'Aide Sociale à l'Enfance, ...) et

le RSA servi aux personnes isolées ne sont pas employés pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants.

Le Juge des Enfants peut ordonner que les prestations soient, en tout ou partie, versées à une personne physique ou morale qualifiée, dite « délégué aux prestations familiales ». Cette prise en charge individualisée présente la spécificité d'être conçue dans l'intérêt des enfants mais exercée en direction des parents. Le Délégué aux Prestations Familiales dispose d'un vaste champ d'intervention puisqu'au travers de la gestion directe des prestations familiales il permet de garantir les conditions de vie matérielles des enfants. Les bénéfices pour les parents sont multiples : un soutien actif pour surmonter leurs difficultés financières, une réappropriation de leurs responsabilités parentales et un retour à l'autonomie.

Cette mission est financée par la Caisse d'Allocations Familiales sous contrôle de l'Etat.

#### Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) :

La loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs réaffirme le principe de priorité familiale dans l'exercice des mesures de protection juridique. Elle instaure la nécessité d'informer et de soutenir les personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs. Ceux-ci sont portés dans chaque département par un service l'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation entièrement gratuit et ouvert à tous. Le service informe et apporte une réponse individualisée, avec un soutien et aide technique, propose une mise à disposition d'outils facilitant, au quotidien, l'exercice de leur mission, et offre des temps d'échange par le biais de diverses manifestations (café des tuteurs familiaux et ateliers notamment).

Cette action est financée par l'Etat.

#### Mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) :

La Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) est une mesure administrative qui a pour but de permettre à toute personne majeure percevant des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés chroniques qu'elle éprouve à gérer ses ressources, de retrouver l'autonomie en la matière. Elle comporte une aide à la gestion de ses prestations sociales et un accompagnement social individualisé, le tout financé par le Conseil Départemental.

#### Parrainage de proximité :

Le parrainage de proximité offre à un mineur isolé sur le territoire national, ayant fui son pays natal pour des raisons politiques, familiales ou humanitaires, la possibilité de se construire un lien affectif privilégié avec un adulte ou une famille de Haute-Loire. Fondé sur des valeurs d'échange, de réciprocité, d'enrichissement mutuel et sur la confiance, le parrainage prend la forme de temps partagés, selon une fréquence et un calendrier définis librement entre le filleul et le parrain. Cette action a lieu en partenariat avec les référents ASE et DAMIE. Cette action est financée par le biais d'une convention signée avec le Conseil Départemental et France Parrainages depuis 2019.

### Mission parentalité :

Mandatée par la Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil Départemental et de la MSA, l'UDAF anime depuis 2019 le réseau parentalité du département. Baptisé Côté Parents, ce réseau regroupe plus de 200 structures et associations de Haute-Loire qui travaillent ensemble autour de projets communs pour répondre au mieux aux besoins des futurs parents, parents de jeunes enfants, ou encore parents d'adolescents. Cette convention a été renouvelée en 2022 pour une période de trois ans. Cette mission d'animation des actions de soutien à la fonction parentale, permet de favoriser la mise en réseau et d'accompagner les projets de territoires, et de faciliter les actions de développement des compétences des acteurs du réseau.

### Point conseil budget (PCB) et micro crédit social personnalisé :

Les Points conseil budget figurent parmi les mesures clés de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. 500 Points Conseil Budget (PCB) sont désormais installés sur l'ensemble du territoire français. Aujourd'hui, 93 Udaf sont officiellement labellisées, et elles portent 226 des 500 PCB de France. Le réseau Unaf-Udaf est ainsi le premier réseau de Points conseil budget. En Haute-Loire, l'UDAF a obtenu 2 labels, signe de la reconnaissance de son expertise en matière d'accompagnement budgétaire depuis plusieurs années.

Le Point Conseil Budget offre un service gratuit et confidentiel, financé par l'Etat, la convention pluriannuelle d'objectifs de l'UNAF et Action Logement, à destination de tous les habitants du département confrontés à une situation personnelle délicate (baisse d'activité, perte d'emploi, séparation ou encore maladie ...) engendrant un déséquilibre de leur budget. Le service permet également d'agir en prévention et propose des actions collectives également.

### Plateforme de répit des aidants auprès de personnes en situation de handicap (PFR 43) :

En juin 2022, L'UDAF et l'ADAPEI 43, en partenariat, ont été retenues pour piloter cette nouvelle plateforme sur l'ensemble du département de la Haute-Loire. La Plateforme de Répit des aidants (PFR 43), est un service gratuit et confidentiel, qui s'adresse à tous les aidants de la Haute-Loire de personnes en situation de handicap. Cette nouvelle action vise à accompagner et soutenir les aidants, partout dans le département, avec un accompagnement individuel sur mesure et des actions collectives. Ceci implique un grand travail de partenariat et communication pour faire connaître ce nouveau service. Cette nouvelle mission est financée par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

### Lieu Ressources Parents :

En extension de la mission animation parentalité, la CAF et Conseil Départemental ont confié la création et développement d'un lieu ressources parents et Point Relais CAF au sein des locaux de Côté Parents au Puy-en-Velay. Cette mission est également financée par convention pluriannuelle d'objectifs de l'UNAF. Côté Parents a pour but de renforcer l'accès à l'information des parents, sur place, par e-mail ou par téléphone. Cette action englobe des permanences, actions collectives et individuels avec de nombreuses structures, notamment l'Association Justice et Partage avec un Espace Rencontre Protégé.

### III. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- L'année 2024 a été marquée par l'entrée en vigueur de l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur. Cette indemnité salariale bénéficie aux salariés n'étant pas attributaire des précédents plans. Depuis cette date, l'ensemble des salariés de l'UDAF 43 est bénéficiaire de la prime Ségur, avec une rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- Pour le service en charge de l'exercice de mesures judiciaires en matière de protection des majeurs (MJPM), le nombre de mesures de protection exercées à fin 2024 a connu une nette augmentation par rapport à l'année 2023, et s'élève à 971 mesures. Ceci s'expliquant par un faible nombre de sorties, notamment peu de décès, et un nombre élevé de nouvelles mesures.  
A noter que la revalorisation liée au Ségur pour tous n'a été que partiellement financée par l'Etat, par l'intermédiaire de la DREETS. Un produit à recevoir, estimé à environ 20 k€, a été identifié mais non comptabilisé compte tenu des incertitudes entourant sa perception effective dans un avenir proche.
- Pour le service en charge de l'exercice de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), le niveau d'activité au 31 décembre 2024 a connu une stabilité par rapport à l'année 2023 et s'élève à 118 mesures exercées.  
A noter, l'organisation du colloque sur le travail social tenu le 17 octobre 2024 en partenariat avec 2 Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) du département en présence de Monsieur le Préfet et Madame la Présidente du Département. Plus de 250 personnes étaient présentes lors de cet évènement.
- Pour le service Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP), le niveau d'activité s'est stabilisé pendant l'année 2024 à hauteur de 13 mesures d'accompagnement.
- Pour le service Institution Familiale, l'ensemble des actions du pôle se sont poursuivies.

### IV. FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A la date d'arrêté des comptes des Etats financiers 2024, la direction n'a pas connaissance d'incertitude significative qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

## V. PRINCIPES, REGLES et METHODES COMPTABLES

Les Etats financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêts du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant les principes du règlement **ANC n°2014-03** relatif à la réécriture du plan comptable général.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement **ANC N°2018-06** relatif au plan comptable général du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 et au Règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

VI. NOTES SUR LE BILANa) Bilan Actif➤ Amortissements des immobilisations pour dépréciation :

	Mode d'amortissement	Durée moyenne (matériel neuf)
<b>Constructions</b>	Linéaire	10 à 30 ans
<b>Agencements</b>	Linéaire	3 à 10 ans
<b>Logiciels</b>	Linéaire	1 à 3 ans
<b>Matériels informatiques</b>	Linéaire	3 à 4 ans
<b>Matériels de bureau</b>	Linéaire	5 ans
<b>Mobilier</b>	Linéaire	10 ans

➤ Immobilisations financières :

Le poste 'Immobilisations financières' inclut notamment la valorisation de parts de FCP, figurant dans un compte titres géré par un établissement financier. Ces titres immobilisés représentent la contrepartie financière des droits des salariés inscrits dans un C.E.T. (Compte Epargne Temps). Ils peuvent être cédés seulement à l'occasion de demandes de déblocage de fonds de la part des salariés, dans les cas limitativement prévus par la réglementation. Ces FCP ne peuvent être utilisés pour un usage autre que le paiement de droits affectés au C.E.T.

Ces parts de FCP figurent à l'actif au 31.12.2024 pour un montant de 91 583,19 €.

➤ Actif circulant - Classement par échéance :

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an, sauf les prêts aux organismes dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction, et les dépôts ou cautionnements (détail dans le tableau de l'état des créances et dettes).

➤ Actif circulant - Note sur les comptes de tiers :

Certaines opérations, relativement peu nombreuses, transitent par des comptes bancaires techniques dont l'UDAF est titulaire, pour pallier des contraintes particulières de fonctionnement. C'est le cas notamment du fait de l'absence de chèquiers rattachés aux comptes bancaires de gestion des majeurs protégés, ou concernant les sommes en attente d'une autorisation du Juge pour contractualiser un placement. Ces comptes bancaires techniques ne sont pas la source de revenus financiers.

Depuis le mois d'octobre 2024, les prestations sociales rentrant dans le cadre des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (AGBF) sont réceptionnées par le service via un compte technique.

Au 31.12.2024, les soldes de tous les comptes bancaires techniques sur lesquels ces sommes transitent momentanément s'élevaient à 87 127,55 €.

L'UDAF de la Haute-Loire est la personne morale titulaire de ces comptes, et leurs soldes sont donc intégrés aux bilans respectifs des services concernés de l'UDAF, à la rubrique « Disponibilités ».

Dans cette rubrique « Disponibilités », un montant de 146 203,31 € est également inclus. Celui-ci représente l'ensemble des soldes au 31.12.2024 des comptes bancaires UDAF relatifs à la gestion de fonds pour le compte du Conseil Départemental de la Haute-Loire (Fonds d'aide aux Jeunes, Fonds RSA...)

D'autre part et pour information, l'UDAF gère des comptes courants individuels et des contrats de placements (livrets d'épargne, épargne logement, comptes à terme, assurances vie...) appartenant aux personnes accompagnées par l'UDAF, essentiellement dans le périmètre du service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs. Le montant global de ces avoirs financiers à la date du 31.12.2024 est évalué à 51,7 millions d'euros.

A ce sujet, il est précisé que l'UDAF de la Haute-Loire n'étant pas titulaire de ces comptes et contrats, les soldes ou avoirs correspondants ne figurent donc pas à son bilan.

b) Bilan Passif➤ Provisions pour Risques et Charges :

Cette rubrique correspond essentiellement à la provision destinée à couvrir le coût, charges sociales employeur incluses, de l'indemnité de départ à la retraite des salariés prévue par la convention collective, soit 320 290,50 €. Sur l'année 2024, aucune variation n'a impactée ce poste.

➤ Dettes sociales et fiscales

Sur un montant global de ce poste au 31.12.2024 de 508 618,45 €, un montant de 110 764,54 € y figure au titre des droits des salariés inscrits dans un C.E.T. (Compte Epargne Temps).

➤ Autres dettes :

Toutes les dettes, autres que financières, sont inférieures à un an.

La rubrique « Autres dettes » comporte un montant de 87 660,08 € concernant des fonds en dépôt temporaire sur des comptes bancaires de l'UDAF, mais appartenant à des personnes concernées par diverses catégories de mesures de protection ou d'accompagnement.

Un montant de 146 203,31 € concernant des fonds gérés pour le Conseil Départemental de la Haute-Loire (Fonds d'aide aux Jeunes, Fonds RSA...) figure également dans la rubrique « Autres dettes ».



## VII. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### a) Détail activité des services

En 2024, l'UDAF de la Haute-Loire a réalisé au travers de ses différents services, un résultat global positif de + 84 132,19 €.

Les éléments significatifs des services sont détaillés ci-après.

- L'activité du service '**MJPM / Majeurs protégés**' aboutit à un chiffre de 971 mesures (2 mesures d'accompagnement judiciaire, 32 sauvegardes, 33 curatelles simples, 589 curatelles renforcées et 315 tutelles) en fin d'exercice. Les comptes 2024 font ressortir un excédent d'environ +61 k€, représentant 2,7% du total des charges de l'année. La dotation annuelle globale de l'Etat progresse de +33 k€ par rapport à l'année passée avec une part de crédits non reconductibles en baisse (33 k€ en 2024 vs 92 k€ en 2023). Ainsi le montant du financement pérenne s'élève à 1 870 k€, en hausse de +92 k€ en comparaison à l'exercice 2023. Cette évolution s'explique essentiellement par le financement partiel des revalorisations salariales intervenues durant l'année 2024 (Ségur pour tous).
- Concernant le service '**DPF-MJAGBF**', le nombre de mesures confiées à l'UDAF reste également stable à hauteur 118 mesures à fin 2024. Le résultat comptable de l'année est un déficit de -5 k€, (sur un « total charges » de 549 k€).
- Le service '**INSTITUTION**' a dégagé, en 2024 un excédent de +29 k€, pour des recettes annuelles de 533 k€. Ces dernières sont restées stables par rapport à l'exercice 2023.
- Le service '**MASP / Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé**' (financement par le Conseil Départemental de la Haute-Loire), a vu l'exercice 2024 se terminer avec un déficit (-3,3 k€) s'expliquant par l'augmentation des rémunérations des personnels exerçant ces mesures sans modification concomitante du financement (Ségur pour tous applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024).
- Enfin, la gestion du service '**ISTF / Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux**' fait apparaître un résultat comptable de +1,7 k€ pour un montant total de recettes de 27 k€.

## b) Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les contributions volontaires en nature au sein de l'UDAF de Haute-Loire sont composées des contributions en travail (bénévolat, mise à disposition de personnes).

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, et ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par la Présidente de l'UDAF et par le bénévole concerné. Un exemplaire par bénévole est conservé à l'UDAF.

Le nombre d'heures de travail effectué par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2024 est de : 1 382 heures.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2024, soit : 11,88 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 50,00%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2024 est de : 24 627,24 €.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

VIII. TABLEAUX• Etat synthétique de l'actif immobilisé

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)+(c)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>111 167</b>	<b>7 146</b>		<b>118 313</b>
<i>Dont Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>111 167</i>	<i>7 146</i>		<i>118 313</i>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 070 342</b>	<b>82 731</b>	-	<b>1 153 073</b>
<i>Dont Constructions et aménagements sur sol propre</i>	<i>789 235</i>			<i>789 235</i>
<i>Dont Autres immobilisations corporelles</i>	<i>281 107</i>	<i>82 731</i>		<i>363 838</i>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>318 768</b>	<b>46 611</b>	<b>47 631</b>	<b>317 748</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 500 277</b>	<b>136 488</b>	<b>47 631</b>	<b>1 589 134</b>

• Etat des amortissements & dépréciations

	Amortissements cumulés au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)+(c)
2801 Frais d'établissement	-	-	-	-
2803 Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
2806 Droit au bail	-	-	-	-
2808 Autres immobilisations incorporelles	105 719	4 706	-	110 424
	-	-	-	-

**Amortissements des immobilisations corporelles**

2811 Terrains	-	-	-	-
2812 Agencements et aménagements des terrains	-	-	-	-
2813 Constructions sur sol propre	558 763	27 853	-	586 616
2814 Constructions sur sol d'autrui	-		-	-
2815 Installations, matériel et outillage techniques	-		-	-
2818 Autres immobilisations corporelles	214 312	27 362	-	241 673
<i>dont : Matériel de transport</i>	-	-	-	-
<i>Matériel de bureau, informatique, mobilier</i>	170 789	25 539	-	196 328
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>878 794</b>	<b>59 920</b>	<b>-</b>	<b>938 714</b>

- Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture	Affectation du résultat 2022	Affectation du résultat 2023	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
102100 - Fonds propres sans droit de reprise	128 057					128 057
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>	128 057	-	-	-	-	128 057
106820 - Excédents affectés à l'investissement	219 403					219 403
106855 - Excédent affect. couverture BFR	-					-
106856 - Rés. compensation des déficits	82 479					82 479
106857 - Rés. compensation charges d'investis.	74 006	33 420				107 426
106866 - Réserves compensation déficits exploit.	-					-
<b>Réserves réglementées</b>	375 888	33 420	-	-	-	409 308
106880 - Réserves projets associatifs	719 757		46 315			766 072
<b>Autres réserves</b>	719 757	-	46 315	-	-	766 072
110000 - Report à nouveau	92 323					92 323
110600 - Report à nouveau	-					-
114100 - Dépenses refusées	-					-
119000 - RAN débiteurs	- 111 555	-	1 742			- 113 297
<b>Report à nouveau</b>	- 19 232	-	1 742	-	-	20 974
115012 - RAN créditeur activités ESMS	36 535					36 535
115101 - RAN affectés à la réduction des charges d'exploitation	37 106	- 15 057				22 049
115902 - RAN débiteur activités ESMS	- 48 900					- 48 900
115912 - Dépenses rejetées activ. ESMS	- 4 096	- 5 000				- 9 096
115922 - Dépenses pour CP	4 111	1 031				5 142
115923 - Autres droits acquis par les salariés IDR	- 69 242	- 1 172				- 70 414
<b>Résultat sous contrôle</b>	- 44 486	- 20 198	-	-	-	64 684
<b>Résultat de l'exercice</b>	104 513		- 104 513	84 132		84 132
<b>Résultats non affectés</b>	13 222	- 13 222	59 939			59 939
<b>Subvention d'investissement</b>	3 431			17 431	- 4 280	16 582
<b>Provision réglementées</b>	15 142					15 142
<b>Total</b>	1 296 294	-	- 1	101 563	- 4 280	1 393 576

- Tableau de variation des fonds dédiés

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A-B+C
F. dédiés ISTF		27 345	27 345	26 540	26 540
F. dédiés DGF		67 248	22 635	17 471	62 084
F. dédiés Atelier parentalité		4 500			4 500
F. dédiés Sécurité routière		1 000			1 000
F. dédiés MNA		2 184	2 184		-
F. dédiés Cohésion sociale		1 000			1 000
F. dédiés PFR		20 000		10 000	30 000
F. dédiés FDVA		2 000	2 000		-
<b>Total</b>		125 278	54 165	54 011	125 124

- Etat des provisions

	Solde au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la fin d'exercice
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)-(c)
Provisions destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement				-
Provisions pour investissement				-
Amortissements dérogatoires				-
Autres provisions réglementées	15 142			15 142
<b>Provisions réglementées</b>	<b>15 142</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 142</b>
Provisions pour risques	2 696			2 696
Provisions pour pensions et obligations similaires	320 291			320 291
Autres provisions pour charges	15 000			15 000
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>337 987</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>337 987</b>
Dépréciation des immobilisations				-
Dépréciation des stocks et encours				-
Dépréciation des comptes de tiers				-
Dépréciation des comptes financiers				-
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total provisions</b>	<b>353 129</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>353 129</b>

- Etat des échéances des créances & dettes à la clôture

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances	
		à moins 1 an	à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-		-
Prêts (1)	16 009		16 009
Autres	11 095		11 095
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	320 060	320 060	
Personnel et Comptes rattachés	24 081	24 081	
Autres	18 318	18 318	
Charges constatées d'avance	19 308	19 308	
<b>TOTAL</b>	<b>408 870</b>	<b>381 766</b>	<b>27 104</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
Prêts récupérés en cours d'exercice	-		

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	-	-		
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-		
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 672	106 672		110 765
Dettes fiscales et sociales	508 618	397 854		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	288 698	288 698		
Produits constatés d'avance	37 378	37 378		
<b>TOTAL</b>	<b>941 367</b>	<b>830 602</b>	<b>-</b>	<b>110 765</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 936			

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

- Montant des engagements financiers (emprunts)

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice		Remboursement du capital de l'exercice	Montant des intérêts de l'exercice
					Capital	Intérêts		
CAISSE D'EPARGNE	21/01/2014	10	2,45%	104 500	0	0	2 936	13
<b>TOTAL</b>				<b>104 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 936</b>	<b>13</b>

- Charges & produits exceptionnels

	Charges	Produits
Quote part des subventions d'investissement virées au résultat		4 280
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 836	
<b>Total</b>	<b>10 836</b>	<b>4 280</b>

- Effectifs

Catégorie	Temps plein	Temps partiel		Total	
	Nombre d'agents	Nombre d'agents	Nombre d'équivalents temps plein	Nombre d'agents	Nombre d'équivalents temps plein
Cadres	4	2	1,6	6	5,6
Techniciens	18	21	16,6	39	34,6
Employés	5	8	6,0	13	11,0
Ouvriers	-	-	-	-	-
Total général	27	31	24,2	58	51,2

Les effectifs ci-dessus ne comprennent pas les CDD de remplacement, qui sont au nombre de 4 à la clôture 2024

- Information sur les rémunérations

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations brutes pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 181 471,99 euros.